

Olivier GLASSEY, Jean-Philippe LERESCHE
Observatoire Science, Politique et Société (OSPS)
et Institut d'études politiques et internationales (IEPI)
Université de Lausanne (UNIL) (Suisse)

La participation politique (re)visitée par les TIC: la réinvention des échelles du débat public

Abstract: The aim of this article is to question the different scales of the formal political participation and, in a wider angle, of political public debates through the perspective of information and communication technologies (ICT) implementation: to what extent do ICT actually allow the reconfiguration of political spaces and traditional participative models? How do they contribute to develop the reflection on multilevel logics or scales of participation, political communication and public debate? This article tackles these issues by providing an overview of general scientific literature related to ICT-driven political participation and by analysing three actual examples taken from the Swiss federal elections of autumn 2007. Our goal is to track emerging and sometimes paradoxical trends in the electronic political participation processes within the specific context of Swiss direct democracy and federalism.

Keywords: election, participation, direct democracy, federalism, e-participation, e-proximity, public debate, geolocalisation.

1. Introduction

L'analyse des stratégies de mise en oeuvre des processus participatifs ne peut se faire sans la prise en compte du contexte plus large du débat public et politique dans lequel elles se déploient, qui les influence et que, en retour, ces stratégies contribuent à construire. Depuis quelques années, l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) s'est développé dans ce contexte et ces dernières servent à la fois de facilitateur de la participation, d'adjuvant au débat public et de moyens de communication politique. Cet article s'intéresse à la manière dont ces différents niveaux sont recombinaés par ces technologies et comment ces réinterprétations dessinent les contours de nouveaux territoires de la participation.

Dans le contexte général de la globalisation et du processus de recomposition de l'Etat (Cassese et Wright 1996 ; Le Galès 2003), l'action publique contemporaine connaît d'importantes transformations sous la triple poussée concomitante du succès grandissant des dispositifs participatifs, conçus

le plus souvent comme des instruments d'accompagnement de la démocratie représentative et de légitimation de l'action publique, du renforcement de la culture évaluative des politiques publiques à différentes échelles d'action (au nom d'une transparence et d'une responsabilité accrues) et des usages sociaux et politiques toujours plus intensifs des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Comme instrument d'action publique d'aide à la décision ou d'élargissement du débat, la participation connaît une déjà longue histoire et une trajectoire particulière, largement documentée par une littérature récente et souvent comparative (Blondiaux et Sintomer 2002 ; Bacqué et al. 2006 ; Blondiaux 2008 ; Bacqué et Sintomer 2011, etc.). La prolifération actuelle des processus participatifs revêt une telle ampleur que l'on peut parler d'émergence d'une participation plurimodale et multi-niveaux comme l'une des dimensions caractéristiques des transformations de l'action publique et de la représentation politique (Jouve, Lefèvre, 2005 ; Négrier 2005 ; Faure et al. 2007 ; Grossman et Saurugger 2006 ; Leresche et Audétat 2006).

Le développement de ces réflexions sur les échelles de la participation dans le contexte des transformations de l'action publique et de la représentation a toutefois contribué à déplacer les centres d'intérêt en matière de recherche de la participation politique formelle ou conventionnelle (ou électorale) vers l'analyse des processus et mobilisations liés à une participation politique non conventionnelle. Ces préoccupations ont aussi eu tendance à entraîner un recul des approches plus normatives sur la démocratisation de la vie politique par des améliorations incrémentales de la démocratie représentative au profit d'une problématisation de la démocratisation à travers des dispositifs participatifs nouveaux. Ceux-ci ressortissent aux univers plus ou moins connexes de la démocratie participative non électorale et de la démocratie directe (Papadopoulos 1998) ou de la « démocratie technique » (Callon 1999).

Or, l'enjeu de la présente contribution consiste à re-parcourir le chemin inverse, tout en capitalisant sur les acquis de ces réflexions récentes, en revenant à une réflexion sur la participation politique conventionnelle revisitée par les réflexions sur la démocratisation de la vie politique à travers les TIC (débat sur la démocratie électronique) et au prisme de la problématique des échelles (Faure, Glassey et Leresche 2010). L'hypothèse principale est que les TIC contribuent à subvertir ou, du moins, à questionner, tout à la fois les types de participation distingués plus haut, les échelles traditionnelles de la représentation politique et celles du débat public et politique. Les questions deviennent alors : en quoi les TIC contribuent-elles à une reconfiguration des espaces politiques et des modes participatifs traditionnels et en quoi permettent-elles d'enrichir la réflexion sur les échelles ou logiques multi-niveaux de la participation, de la communication politique et du débat public ?

Cet article s'efforce de répondre à ces questions à partir d'une double investigation exploratoire qui en structure le plan : un rapide survol de la littérature scientifique générale sur les approches de la participation politique du

point de vue des TIC et l'analyse de trois exemples pris dans le contexte suisse des élections fédérales de l'automne 2007. Il apparaît en effet intéressant d'observer certaines tendances ou évolutions émergentes et parfois paradoxales des processus de participation politique électronique dans un contexte helvétique marqué par la démocratie directe et le fédéralisme.

2. Une perspective renouvelée : de la participation à l'e-participation

Au centre de cette émergence de processus participatifs multiscalaires imbriqués, les TIC ont été identifiées, invoquées et utilisées comme des éléments facilitateurs de nouveaux processus participatifs. La compréhension des évolutions récentes des rapports entre technologies de l'information et participation nécessite cependant de prendre un certain recul historique. L'ambition de ce rapide survol ne consiste pas à établir un rappel exhaustif des évolutions de cette problématique mais, de manière plus limitée, d'identifier les principales tendances qui ont structuré cette thématique afin de mieux cerner les origines et les spécificités de la situation actuelle.

2.1 La phase des « pionniers » : des logiques expérimentales

Les expérimentations pionnières conduites bien avant l'avènement du Web constituent le point de départ des réflexions sur la question du rapport entre TIC et participation. De fait, dès leur émergence, une grande part des technologies qui vont former l'Internet ont été conceptualisées autour de la problématique de la coordination et de la participation au sein d'un groupe d'utilisateurs. Lors des premières mises en œuvre des systèmes de communication, les réflexions sur ces thématiques au niveau des concepteurs comme des usagers s'inspirent souvent des modèles de participation issus de mouvements alternatifs de la fin des années 1960 (Rheingold 1993). La participation ne constitue donc pas une thématique importée ultérieurement au sein de dispositifs techniques de communication mais une question consubstantielle à la définition de ces technologies.

En dépit des limitations techniques inhérentes aux systèmes de l'époque, les premières formes de communautés virtuelles ont constitué un terrain d'expérimentations spontanées des modes de participation que ces nouveaux outils autorisaient (Rafaeli 1986). Cependant, la question de la participation politique, telle que mise en œuvre au sein de ces premiers dispositifs, se structure pour l'essentiel sous la forme de débats d'idées circonscrits à des groupes restreints d'usagers précoces de ces lieux d'échanges virtuels. La mise en œuvre des solutions techniques autorisant la démocratisation de l'Internet par le biais du Web conduit à l'exploration à grande échelle des modes de participation en ligne. La croissance démographique du nombre de connectés se conjugue à une progression des lieux d'échanges de première génération, dont

les formes s'affinent et se stabilisent (forums de discussion, chat, courriel, etc...). L'exploration des fonctionnalités du Net, notamment des possibilités qu'elles offrent en termes d'activités politiques et de pratiques du débat public, interroge la portée de ces dispositifs (Holmes 1997 ; Wilhelm 2000).

Cette évolution constitue la toile de fond d'une autre série d'expérimentations qui aborde dès la fin des années 1980 de manière plus spécifique la problématique de l'ancrage spatial des processus de concertation électronique (Graham et Marvin, 1996). Ces expérimentations s'incarnent dans une série de projets-pilote ayant pour objet la mise en réseau de municipalités, de villages ou de quartiers de ville et servent de cadre à des expériences plus ou moins élaborées de l'usage des TIC dans un contexte de vie politique locale (Wellman et Haythornthwaite 2002). Dans ce contexte, les premières études formulent de manière explicite les effets escomptés de la mise en œuvre de ces technologies qui consiste pour l'essentiel à en faire un vecteur de dynamisation de la participation à la vie locale dans ses différents aspects¹. Cet espoir placé dans la technique, qui ne sera que très partiellement réalisé dans le contexte de l'époque (Glassey 1999), demeure aujourd'hui encore un des principaux arguments avancé par les promoteurs privés ou publics de ce type de projets².

2.2 La phase des développements : la préoccupation de l'intégration socio-spatiale

D'abord anecdotique, car actualisé pour l'essentiel au travers de projets-pilote ponctuels et locaux demeurant spatialement et techniquement disjoints, l'usage des TIC s'inscrit à partir du début des années 1990 dans un large processus d'apprentissage collectif. Au niveau des politiques publiques, l'utilisation systématique de ces technologies dans le cadre urbain s'affirme comme une priorité, notamment au niveau européen³. Ces expérimentations explorent la problématique de la construction de différents types de plateformes techniques, plus ou moins interactives⁴, susceptibles de soutenir des processus participatifs locaux (Lieshout 2001). Cette problématique des « villes digitales » s'étend à la question de l'utilisation des TIC dans l'ensemble des relations entre pouvoirs publics et citoyens (Van Bastelaer, Henin et Lobet-Maris 2000). Cette

¹ Les premières analyses mettent en évidence des effets se situant au niveau de la coordination des activités partagées (vie associative, surveillances parentales ou mobilisation autour des intérêts communs dans l'aménagement urbain du quartier) (Wellman et Hampton 1999). Au niveau de l'agenda politique, l'impact reste encore limité. On note cependant l'émergence de la question de l'accès public à Internet ou celle de l'accessibilité électronique des élus (Jæger 2000).

² L'attribution de qualités intrinsèquement et invariablement bénéfiques ou néfastes des TIC pour le débat démocratique s'inscrit dans le champ de la critique du déterminisme technologique (Valenduc 2005).

³ Cf., entre autres, les initiatives lancées à la suite du rapport Bangemann (European Council 1994) qui identifie la ville comme un des 10 blocs de la société de l'information.

⁴ Pour une typologie de ces dispositifs tels qu'ils existent à la fin des années 1990, cf. Vedel (2001).

évolution se traduit par la montée en puissance de la thématique *e-Gouvernement* qui, en se développant, soulève la double question de l'accès et de l'égalité de traitement du citoyen face à de tels services. La problématique de la fracture numérique s'affirme et devient un axe de la réflexion scientifique et politique qui conditionne la possibilité de l'e-participation (Compaine 2001). La perspective évolue ainsi en quelques années : à la question du savoir « comment faire » (infrastructure et cas pionniers) se substitue celle du « comment intégrer les personnes » qui, pour une raison ou une autre (localisation géographique, ressources, compétences), ne participent pas à ce qui est défini comme la « société de l'information »⁵ (EC 2002). Cette tendance se traduit par la mise en place d'une série de programmes tels que les volets *eInclusion*, *eAccessibility* et alphabétisation numérique dans le cadre du Plan d'action i2010 pour l'e-gouvernement, lancé en 2005 par la Commission européenne, qui s'intéresse au développement de la société de l'information et aux médias.

Un autre adjuvant à cette thématique s'exprime par le biais de la question du désintérêt, voire de la défiance, à l'égard de la participation politique traditionnelle (Rosanvallon 2006). Documentée par de nombreuses recherches (Komito 2005), ces constats forment également un des socles d'une réflexion quant à l'usage de ces outils de communication comme moyen possible de susciter un regain d'intérêt pour la vie politique locale. Ainsi, à l'idée de soutien au processus démocratique vient se greffer celle de la reconstruction du lien de confiance entre participation citoyenne et monde politique. Plus largement, l'analyse de la participation aux processus politiques grâce aux TIC s'affine tant au niveau conceptuel (Monnoyer Smith 2007) qu'au niveau de la pluralité d'expériences conduites localement.

Cette orientation s'actualise au travers du développement d'une série d'outils dont la fonction consiste à favoriser la tenue de processus participatifs électroniques : outils de cartographie des thématiques et des controverses (Renton et Macintosh 2007), définition de classification sémantique adaptée à la participation électronique (Wimmer 2007), systèmes de définition de la réputation des contributeurs à un processus participatif (Maciel et Garcia 2007), système de pétition électronique, etc... Elle se développe aussi dans le cadre des réflexions conduites actuellement sur les conditions techniques, juridiques et politiques de la mise en place de système de votes par Internet (Krimmer 2006). Déjà testés dans différents pays (Estonie, Suisse)⁶, de tels systèmes vont clairement dans le sens d'une intégration technologique qui, même si elle ne se substitue pas totalement à l'ancien modèle, autorise la possibilité technique d'une démocratie entièrement électronique.

Le constat global de ces évolutions est celui d'une tendance qui, menée à son terme, pourrait signifier un retournement qui instaurerait l'e-participation comme une condition privilégiée, voire nécessaire, pour accéder aux modalités

⁵ Pour une analyse de la genèse et une critique de cette dénomination, cf. Berthoud et al. (2000).

⁶ Pour l'expérience conduite à Genève, cf. Trechsel, Mendez et Kies (2003).

et finalités de la participation. Dans le but de mieux comprendre les implications de cette évolution, il convient d'expliciter de quelles manières cette participation électronique s'inspire aussi des usages qui n'appartiennent pas à la participation politique mais qui relèvent de changements dans les usages sociaux des TIC.

2.3 La phase du Web collaboratif : une nouvelle participation multi-niveaux

Dans la dernière décennie, la prise en compte de la participation des citoyens au moyen des TIC telle qu'évoquée précédemment peine à prendre en compte l'émergence d'une autre culture de la participation. Celle-ci ne s'inspire pas des cadres théoriques et des outils pratiques qui ont accompagné les réflexions antérieures de la participation mais elle se fonde sur des usages éclectiques qui accompagnent, entre autres, l'apparition du Web collaboratif. Aussi connu sous le vocable de Web 2.0, ce Web collaboratif émerge au début des années 2000 au carrefour de plusieurs innovations :

- La première de ces innovations est d'ordre technique au travers du développement des techniques facilitant une élaboration dynamique des contenus du Web (par opposition aux pages statiques de la première génération du Web).
- La deuxième innovation concerne la démocratisation des outils d'édition et de publication des contenus en ligne qui deviennent techniquement accessibles à la plupart des utilisateurs (blogs).
- Enfin, cette situation nouvelle engendre également des modes d'organisation et de production des contenus en ligne originaux qui ont pour principale caractéristique de s'appuyer sur l'utilisateur final (O'Reilly 2005).

Cette triple évolution trouve rapidement son incarnation dans le domaine de la communication politique⁷. Des campagnes électorales (les présidentielles de 2007 en France et celles de 2008 aux Etats-Unis) soulignent cette évolution avec, par exemple, la place sans précédent qu'occupent les dispositifs d'échanges de vidéos. Les espaces d'échange et de sociabilité qui s'instaurent autour de ces vidéos, qu'elles soient le produit officiel des responsables de la communication des candidats ou l'œuvre d'un utilisateur lambda, organisent un espace public de débat, certes limité mais très prolifique. Ce type d'appel à contribution aux internautes s'inscrit dans une tendance de fond qui s'actualise sous des formes de participations sporadiques et partielles qui font florès sur le Net collaboratif⁸. Elles s'incarnent, par exemple, sous la forme de sondages éclair, de pétitions électroniques ou encore par l'entremise des multiples systèmes de référencement, de validation, de syndication et d'évaluation des contenus. Elles se structurent également au travers des réseaux sociaux en ligne dont les plus élaborés intègrent une large palette d'outils dédiés à l'organisation

⁷ Pour une approche de l'amorce de cette tendance, cf. Lev-On et Manin (2006).

⁸ Pour une lecture critique des conséquences de cette prolifération, cf. Morozov (2011).

de la participation au sein de groupes plus ou moins étendus autour de thématiques diverses⁹. Cependant, l'ampleur et la popularité de ces dispositifs peuvent conduire à formuler l'hypothèse que ces systèmes, bien que limités, constituent l'un des socles à partir duquel se redéfinit la notion de participation, du moins dans les pratiques des utilisateurs. En conséquence, il convient d'analyser sous quelles modalités ces formes de micro-participation sont cumulées et organisées dans des dispositifs qui, eux, se réclament de la participation politique (Cardon 2010).

Certains observateurs des médias font l'hypothèse que ces dispositifs de communication politique constituent de nouveaux vecteurs d'une « prise de parole » et contribuent au contournement des structures intermédiaires entre les citoyens et les élus (partis, syndicats, médias, etc.) et/ou des divers « professionnels de la participation » (Crouzet 2007). A l'évidence, la diversité de l'offre et son caractère fortement évolutif peuvent aussi renforcer la confusion souvent entretenue par les médias entre les notions de communication, de participation et de démocratie (Blondiaux 2008). Les acteurs de l'Internet, en particulier les médias, ont d'ailleurs saisi l'importance stratégique de susciter, encadrer et occuper ces espaces participatifs engendrés par la production de contenus générés par les utilisateurs. Les démarches participatives examinées dans cet article se rejoignent autour de cette question : elles possèdent en commun cette volonté d'établir un lien entre la participation sporadique et limitée des interactions en ligne et les processus de participation classique des citoyens à la vie politique. Les acteurs économiques de l'Internet trouvent dans cette jointure qui représente un double enjeu politique et commercial un espace de développement de leurs activités. Ils multiplient les initiatives en ce sens, qu'il s'agisse des médias traditionnels, qui tentent d'étendre leur champ d'action et de structuration du débat public au domaine du Web, ou d'acteurs directement issus du domaine de l'Internet, qui visent à obtenir une forme de légitimité dans l'animation du débat démocratique.

Ces tentatives d'occuper le terrain de l'organisation du débat public ne sont certes pas nouvelles dans l'histoire des médias. Toutefois, à la différence des processus observés dans le passé, la situation actuelle se caractérise par le nombre, la volatilité et l'hétérogénéité des initiatives proposées. Cette grande diversité appelle à considérer une autre problématique : celle des ancrages territoriaux de ces nouvelles articulations entre types de participation. En d'autres termes, comment le déploiement de ces nouveaux rapports entre participation et e-participation joue-t-il avec ou se joue-t-il des territoires politiques et des différentes échelles géographiques ?

⁹ Pour l'analyse des réseaux sociaux comme indicateurs de tendances électorales, cf. Williams et Gulati (2007).

3. Les territoires de l'e-participation

Alors que chacun de ces domaines (participation, échelle et TIC) et leurs évolutions ont fait l'objet de nombreuses recherches de manière séparée, leur analyse conjointe reste un champ d'investigation relativement peu exploré. On l'a vu, le point de départ de notre réflexion met en évidence des carences dans l'appréhension de la complexité des interactions entre TIC et participation. Nous postulons en particulier qu'une partie des lacunes observables dans le traitement de la question des transformations des échelles de la participation induites par les TIC est fréquemment liée à l'échelle de mise en œuvre qui a tendance à conditionner l'échelle de l'analyse, de type souvent monographique (Vedel 2000). Ce type d'approche est d'ailleurs encouragé et valorisé dans les programmes de recherche européens dans le domaine de l'e-participation (*eParticipation Initiative*), ainsi qu'au travers de portails présentant les meilleures pratiques, comme dans le cas des villes-internet¹⁰.

Au principe même de ces études de cas, nous trouvons en effet souvent un territoire politico-administratif ou institutionnel (cf. les exemples emblématiques car « historiques » des municipalités de Parthenay en France ou de Bologne en Italie), mais aussi un nombre grandissant d'initiatives locales et régionales¹¹, qui définissent le cadre d'un processus participatif au sein duquel les technologies de l'information sont utilisées.

Plus précisément, il s'agit ici de questionner l'illusion de cet alignement des usages politiques des TIC sur les territoires institutionnels de la représentation politique. Autrement dit, à travers différentes études de cas, il convient de remettre en question l'idée d'une correspondance entre une échelle géographique du débat politique et une arène de la participation strictement délimitée et renforcée par l'usage des TIC. Notre démarche a donc pour but de discuter le processus de naturalisation de l'articulation entre différents niveaux qui lient échelles institutionnelles, pratiques participatives ou délibératives et usages des technologies de l'information. En conséquence, nous proposons de dessiner les contours d'un domaine d'investigation plus large et varié. Il garde comme point de départ la manière dont les frontières de ces domaines s'articulent, s'influencent et, en définitive, permettent d'observer comment les nouvelles problématiques émergent à des échelles multiples qui, parfois, hybrident différents modes et pratiques de participation, divers acteurs et niveaux ou cadres institutionnels (Davies 2004 ; Glassey 2006). Dit encore autrement, il s'agit de faire évoluer la perspective d'analyse et de passer d'un regard qui porte sur un objet spécifique (dispositif de participation particulier ou comparaison de catégories de projets similaires) à une approche qui s'intéresse à l'effet de sens produit par la co-existence d'un ensemble hétérogène de processus participatifs « augmentés » par les TIC.

¹⁰ Pour un exemple voir, entre autres, le *Challenge de Stockholm*.

¹¹ Cf., par exemple, le label des villes Internet en France.

Au travers d'exemples tirés pour l'essentiel du contexte suisse, nous illustrerons de quelles manières la mise en œuvre de tels dispositifs peut s'inscrire dans la prolongation des modes classiques de participation politique ou, au contraire et au sens propre, participer à brouiller les cartes des catégories ou registres participatifs. Si, en effet, la participation en ligne possède des racines historiques communes avec la participation politique « traditionnelle » (physique ou présente), ses modes opératoires et la culture d'usage qui l'accompagne apparaissent parfois bien distincts.

3.1 Nouvelles spatialisations de la participation et traduction d'échelle : le cas suisse

Avant d'aborder les cas analysés, il convient de faire un bref détour préalable qui explicite les conditions-cadre de l'exercice de la participation politique dans le contexte suisse. En effet, les caractéristiques particulières du système politique suisse (Voutat 2005 ; Papadopoulos et Warin 2007) que sont la démocratie directe, le fédéralisme et le multilinguisme en font un cadre riche pour l'analyse des différentes modalités de reconstruction du rapport entre participation politique et territoire. D'abord, dans le contexte de la démocratie directe suisse les modifications de la Constitution font l'objet d'un référendum populaire obligatoire, c'est-à-dire une consultation de l'ensemble des votants qui peuvent accepter ou refuser les changements proposés¹². Tout citoyen possède en outre le droit de formuler une initiative populaire pour réviser partiellement ou totalement la Constitution¹³. Les promoteurs de cette initiative doivent rassembler les signatures de 100000 concitoyens en 18 mois pour enclencher une procédure de votation populaire. À cet égard, la question de la participation des citoyens suisses à la vie politique se pose de manière particulière car, pour autant que les conditions requises soient remplies, chaque citoyen peut accéder directement au processus de décision politique.

Les élections fédérales de l'automne 2007 ont favorisé l'apparition ou le renforcement d'un grand nombre de dispositifs de communication (blogs, forums, outils d'aide à la décision etc.) qui re-dessinent et renforcent les phénomènes de mise en espace virtuel et en scène de la participation politique. Dans l'éventail des dispositifs proposés à l'occasion de cette élection nous avons choisi trois projets qui, chacun à leur manière, sont à la fois soutenus par et initient des dimensions originales de l'échelle de la participation. Ils s'inscrivent dans ce qu'il est convenu d'appeler la « sphère du pré-vote » composée de l'ensemble des éléments contribuant à la construction du choix de vote (Kies et Kriesi 2004). Chacun des exemples retenus ici illustre une phase spécifique des développements récents de la participation politique au travers des TIC, que ce

¹² Les lois peuvent aussi faire l'objet de référendums facultatifs (50'000 signatures doivent être réunies en 100 jours pour que la procédure de référendum soit activée).

¹³ Articles 138 et 139 de la Constitution fédérale suisse.

soit au niveau de la diffusion d'informations, de la constitution d'un espace de débat ou encore au niveau de l'aide à l'identification des préférences ou des choix du vote :

- Le premier cas s'intéresse aux dispositifs qui renouvellent la manière de faire circuler l'information auprès des citoyens. Le site [Blogandbreakfast.ch](http://www.blogandbreakfast.ch)¹⁴ (B&B) a donc été investigué comme illustration de nouvelles modalités de la diffusion de l'information politique. Ce site spécialement dédié à l'élection de 2007 a été lancé par le principal hebdomadaire romand (*L'Hebdo*) à la recherche de nouveaux formats pour accompagner le déroulement de la campagne. B&B fonctionne sur le principe du « mashups », procédé popularisé avec l'avènement du Web collaboratif qui consiste à mélanger des données provenant de sources différentes. En l'occurrence, B&B s'appuie sur des services externes¹⁵ qui proposent de combiner les données issues de reportages des journalistes avec des données de type géographique. Le site joue explicitement avec la mise en scène de la question de l'échelle géographique dans le cadre de la campagne électorale. L'utilisateur peut naviguer sur une photo satellite en 2 ou 3 dimensions pour « aller » à la rencontre des événements qui animent la campagne électorale. Les informations sont fournies directement par des journalistes qui ont couvert cet événement sur une durée de 22 semaines et au travers de 160 portraits de candidats. Ce matériel contribue à la fois au journal (papier) et au site. L'information récoltée prend la forme de petits drapeaux ou de vignettes qui s'affichent sur la carte satellite et sur lesquels il suffit de cliquer pour activer le contenu (vidéos d'interview, articles, déclarations, commentaires des internautes, etc...). Cette géolocalisation des contenus opère ainsi pour l'ensemble des éléments qui composent le reportage ainsi que pour la partie interactive qui se présente sous la forme classique d'un espace de commentaires dédié à chaque événement couvert et laissé ouvert aux utilisateurs.

- Le second site examiné traite de la constitution d'un espace de débat. [Monélection.ch](http://www.monelection.ch)¹⁶ (ME) a été initié fin 2006 sous l'impulsion d'un média de service public, la Radio Suisse Romande (RSR). Cette expérience a pour ambition d'offrir à ses utilisateurs un point d'accès unique à l'ensemble des candidats aux élections. Il se présente comme « le lieu de rencontre de la politique citoyenne en Suisse Romande ». L'interface Web proposée s'articule de manière relativement classique autour d'une communauté virtuelle qui participe à des forums de discussion dont les thématiques peuvent varier en fonction de l'actualité. Cependant, et c'est là l'originalité de cette expérience, seuls les candidats déclarés peuvent être membres permanents du forum. Lancé le 15 octobre 2006, l'interface connaît un démarrage difficile¹⁷ bien que, finalement, quelque 132 candidats aux élections fédérales des sept cantons francophones se

¹⁴ <http://www.blogandbreakfast.ch/>.

¹⁵ <http://www.communitywalk.com>

¹⁶ <http://www.monelection.ch/blog/index.php>

¹⁷ Une inscription de candidats après trois jours.

soient inscrits et aient participé aux débats qui animent ce forum. Cette plateforme politique n'est pas fermée au public dans le sens où chaque citoyen peut formuler des questions que les candidats sont libres de commenter en fonction de leurs positions politiques¹⁸. L'originalité du dispositif tient au fait qu'il ne focalise pas sur un seul individu ou une seule tendance politique mais qu'il tente de restituer la diversité des opinions. Il s'agit d'une tentative de dessiner un nouvel espace d'échanges qui n'existe que de manière fragmentée au sein des médias traditionnels. Un tel dispositif est ainsi destiné à permettre de contourner la surexposition médiatique d'un petit nombre de leaders politiques en offrant un espace d'expression ouvert en principe de manière équitable à l'ensemble des candidats. Les contributions nombreuses de la nouvelle génération de candidats indiquent que ces derniers investissent volontiers ce type d'espace pour se faire connaître¹⁹.

- Le troisième cas s'attache de manière plus spécifique aux procédures de mise en relation des attentes des électeurs et des positions des candidats. Ce dispositif fondé en 2003 par une entreprise privée et par un groupe de politologues issus de plusieurs universités suisses²⁰ a pour fonction de faciliter le processus de choix politique. Cette petite entreprise pilotée à l'origine par un groupe restreint d'étudiants bénévoles s'est développée et est devenue une source d'information utilisée par les médias pour effectuer des projections de votes²¹. Le site de Smartvote (SV)²² centralise, à l'échelle de la Suisse, les opinions des candidats au travers d'une base de 70 questions élaborées par l'équipe du site notamment en fonction des objets soumis généralement aux votations populaires²³. De la même manière, il propose à chaque internaute de découvrir ses propres affinités politiques en remplissant lui-même un tel questionnaire. Le site lui suggère et classe les partis ou les candidats qui, selon les algorithmes utilisés, sont analysés comme étant les plus compatibles avec l'opinion exprimée par le citoyen. Au terme de ce processus, le système propose même d'imprimer le résultat final sous forme de bulletin de vote, bulletin qui, précise le site, n'est pas valide dans les urnes.

¹⁸ S'il n'est pas possible d'établir techniquement de manière précise la localisation des contributeurs, à noter toutefois que la quasi totalité des échanges se déroule en français.

¹⁹ L'ampleur de la participation réelle des politiques est cependant difficile à déterminer. En 14 mois chaque inscrit a initié 9 discussions et proposé environ 80 commentaires en moyenne avec une grande variation entre quelques gros contributeurs et la majorité des intervenants. Le dispositif n'induit pas de pratiques d'échanges qui survivent à l'élection et le trafic s'éteint rapidement après les résultats même si une activité résiduelle reste observable quelques semaines après les élections.

²⁰ Respectivement l'entreprise MySign, Aarau et le groupe Politools.net, Political Research Network, Berne.

²¹ Par exemple les quotidiens romands *24 Heures* (23.10.07) ou *Le Temps* (27.06.07).

²² <http://www.smartvote.ch/>

²³ Pour la liste des questions et la méthode de calcul utilisées, cf: http://www.smartvote.ch/side_menu/about_us/method.php?who=v. A noter que ce site a également fonctionné lors des élections fédérales de l'automne 2011.

3.2 La construction de la proximité

Les trois cas retenus offrent chacun à leur manière une piste de réflexion sur la question de la construction de la proximité par l'usage des TIC dans le cadre de dispositifs à la fois de communication et de participation politique. Cette notion de construction se traduit d'abord dans le cas de B&B dans celle de la proximité géographique. La mise en scène proposée s'articule autour de la géolocalisation de l'activité d'un homme politique. Cette mise en visibilité des voisinages physiques comme mode de structuration de l'information politique permet de rendre perceptible un processus complexe : la contextualisation de l'information en fonction de son degré de proximité géographique.

Outre l'aspect anecdotique et ludique de cette sorte de GPS des événements de la campagne politique, cette manière d'afficher l'information politique soulève la question de la représentation du territoire de la participation d'une manière originale : en effet, ce qui s'affiche à l'écran c'est le continuum d'une carte satellite, image du territoire réel. Cette représentation autorise un glissement de sens d'une géographie qui n'est plus celle des territoires politico-administratifs, même s'ils sont encore repérables, mais bien celle plus subjective de territoires de vie et d'appartenance, d'identité politique territoriale de chaque utilisateur. Cette proximité vécue se trouve renforcée par le dispositif mis en place au niveau de l'intervention des journalistes. Leur mission consiste à systématiquement retrouver le candidat chez lui, à l'interviewer à son domicile, à partager un repas avec lui, voire même, si possible, à loger chez lui²⁴. Une telle configuration incarne la possibilité de nouvelles formes de « proxicom-munication » (Davies 2004) qui, de manière originale, mêlent et redéploient communication politique, proximité spatiale, proximité vécue, intimité et possibilités de participation électronique.

Le double mouvement de création d'une nouvelle forme de proximité et de dépassement des cloisonnements officiels se retrouve dans les deux autres cas examinés. Concernant le projet Monélection, l'appartenance cantonale de chaque candidat reste affichée mais elle ne constitue pas un critère valorisé. Au contraire, le site crée une sorte de microcosme particulier au sein duquel l'ensemble de ces candidats se retrouvent, indépendamment de leur localisation géographique et du canton dans lequel ils sont candidats (le territoire « participatif » contre le territoire « légal »).

La construction du sentiment de proximité se déploie à un triple niveau :

- D'abord, celui de la proximité induite par le territoire de référence de ce lieu d'échange qui institue une autre échelle de pertinence : la francophonie partagée de manière inégale par 7 des 26 cantons (en d'autres termes, la Suisse romande plutôt que les cantons).

²⁴ Plus de 140 nuits chez les candidats ou chez l'habitant sont annoncées, cf. Giussani B. « *Blog and Breakfast* », Présentation à Comdays07, Bienne, 24 octobre 2007.

- Ensuite, la proximité induite par la mise en contact directe d'une pluralité d'hommes et de femmes politiques au sein d'un espace qui n'a pas de contrepartie dans le monde physique.

- Finalement, une proximité reconstruite, celle du citoyen vis-à-vis de la classe politique. En effet, au travers des questions qu'il pose, le citoyen se trouve doté de la capacité d'interpeller et d'interagir avec une grande partie de la classe politique en devenir. Mieux encore, il peut constater de quelles manières les membres de cette classe politique se positionnent les uns par rapport aux autres, ou comment ces candidats défendent leurs convictions dans l'espace du forum de discussion. La forme de proximité reconstruite ici s'apparente à la figure d'un aquarium, dont la population, toujours visible et accessible pour le spectateur citoyen, peut s'agiter de manière plus ou moins intense en fonction du type d'*inputs* (questions) qui lui sont adressés.

Le troisième cas de Smartvote propose l'élaboration d'une autre forme de proximité basée sur la correspondance des opinions. La définition de cette proximité constitue un domaine délicat car il informe parfois l'utilisateur que les personnes qui partagent le mieux leurs convictions ne sont pas nécessairement les candidats, voire les partis, auxquels il pensait accorder leur vote ; il s'agit alors d'une proximité nouvelle, non prévue. Sur la base de cette découverte, il apparaît possible d'imaginer - comme le fait un des promoteurs de ces projets - la constitution de nouvelles alliances, voire de nouveaux partis construits à partir de cette proximité calculée. Bien que de telles possibilités restent au niveau de la spéculation, les effets de ces types de dispositifs ne sont pas à négliger. Ainsi, dans le cadre des élections fédérales de 2007, ce ne sont pas moins de 84 % des 3239 candidats au Conseil National et au Conseil des États qui ont rempli leur questionnaire. En outre, le système a délivré quelque 1'035'633 recommandations de vote²⁵, chiffre non négligeable si on le rapporte à la population des 2 300 000 de votants actifs en Suisse²⁶. L'influence réelle de ces dispositifs reste encore largement à établir²⁷, cependant un sondage portant sur le scrutin de 2007 met en évidence que 74% des personnes interrogées estiment que la recommandation fournie par le système a eu une influence sur leur vote (Fivaz et Schwartz 2007)²⁸.

²⁵ Il convient de préciser qu'une recommandation de vote ne correspond pas nécessairement à un électeur mais à une consultation du système. Sur le million de recommandations produites quelque 875'867 concernent l'élection au Conseil National (601'752 ayant pour objet des candidats et 274'115 les partis politiques). En outre, et simultanément, 159'766 recommandations sont relatives à des candidats à l'élection au Conseil des États. Source : SmartVotestatistics.

²⁶ Source : NCCR Democracy 21. *Newsletter* 4, novembre 2007.

²⁷ Pour des résultats divergents sur cette problématique on peut se référer à Walgrave et al. (2006).

²⁸ Les résultats de l'utilisation de Smartvote ne montrent pas un clivage entre régions linguistiques. Concernant l'usage du système par les partis, on observe cependant quelques différences : par exemple, dans le cadre des élections au conseil national, et si l'on considère les « grands » partis qui présentent plus de 10 candidats, l'on constate une différence entre, d'une part, le parti socialiste suisse et le parti écologiste suisse, qui comptent respectivement 95% et 92% de leurs candidats inscrits dans le système, et, d'autre part, des partis comme l'union démocratique du centre (78% d'inscrits), le parti radical-démocratique (74%) et le parti démocrate-chrétien (72%).

Contrairement aux deux premiers cas, l'ampleur du phénomène induit est telle qu'elle a conduit au développement d'études quant aux aspects légaux et aux impacts de ce type de système sur la pratique même de la démocratie directe²⁹. La définition des questions et les facteurs de pondération constituent autant de dimensions sensibles à la mise en place et à l'usage de tels systèmes. Avec un peu de recul et si l'on considère ces mécanismes, l'élaboration de cette proximité d'affinités ressemble beaucoup aux communautés virtuelles parmi les plus populaires que sont les sites de rencontre³⁰. Dans les deux cas de figure en effet, il s'agit de remplir un profil descriptif de soi-même (ou de ses opinions), puis de rechercher dans la vaste base de données fournie par le site concerné les meilleures correspondances de profils. Cette homologie entre un processus de sélection d'un partenaire ou d'un candidat peut étayer l'hypothèse qu'une partie du succès rencontré par de tels dispositifs provient aussi du fait qu'il réplique des modèles d'usage connus par un grand nombre d'utilisateurs. Si cette hypothèse se vérifiait, elle fournirait une preuve des influences potentielles des formes de participation électronique sur la participation politique par le truchement des TIC.

La question des formes de proximités telles qu'elles se déclinent dans les cas observés n'épuise à l'évidence pas l'ensemble des cas de figure possibles. Ces exemples permettent néanmoins d'esquisser de quelles manières des formes de proximités diverses coexistent autour du même objet de participation politique, comment elles s'inspirent de formes de participation originales et comment elles se prolongent dans des ancrages territoriaux hybrides et multiscalaires. Alors que les technologies de l'information permettent à ces processus participatifs de s'affranchir techniquement des frontières politico-administratives et géographiques, la pertinence des processus de participation postulés dépend de l'insertion de cette même participation virtuelle dans un cadre politique réel.

L'une des originalités de l'évolution décrite ci-dessus provient du fait que chacune de ces initiatives doit définir le territoire de la participation pour lequel elle prétend être pertinente. En d'autres termes, pour éviter une dispersion trop grande, chaque dispositif de participation électronique doit, dans ses processus, constamment réinventer un ancrage territorial qui lui donne sens. Cet ancrage territorial ne peut cependant pas être compris comme la simple transposition des frontières réelles dans le monde virtuel car - et c'est précisément le cœur de notre réflexion - la constitution d'une articulation entre participation virtuelle et processus participatif « réel » ou physique - peut faire l'objet d'interprétations, d'innovations, voire de détournements.

Autrement dit, tout en cherchant peu ou prou à s'émanciper des contraintes des territoires, ces nouveaux modes et modalités de participation électronique y ramènent toutefois constamment dans des registres procéduraux

²⁹ Projets : « Judging candidates in e-democracies » et « Smart-Voting ». NCCR Democracy 21.

³⁰ Pour une étude de ce type de sites, cf. Lardellier (2004).

démultipliés et diversifiés. Il s'agit là d'une forme de paradoxe de l'e-participation : avec la mise en œuvre des systèmes de participation en ligne, il devient plus aisé de solliciter et de se projeter sur des échelles géographiques diverses (le même dispositif technique permet de mettre en place des formes de participation très locales, régionales, voire globales). Un individu peut ainsi être impliqué simultanément dans divers dispositifs participatifs (physiques et virtuels), même si sa posture n'est pas toujours la même (de simple témoin à initiateur de débats ou à l'exercice d'une pleine citoyenneté) dans chacun de ces dispositifs. Mais, paradoxalement, le contrôle des jeux d'échelles devient également plus difficile: la délimitation du territoire devient poreuse et implique des précautions (modération, identification) spécifiques pour être garantie. Dans le cadre de ces processus multi-niveaux, les promoteurs de ces plateformes s'attachent à construire dans leurs dispositifs participatifs en ligne des échelles virtuelles qui correspondent à l'étendue de leur(s) champ(s) d'activité et/ou à celle de leur légitimité. Cette question des modes et modalités de définition des échelles pertinentes de la participation émerge donc comme un nouvel et important enjeu de démocratie.

4. Conclusions

Les exemples analysés ont permis de documenter l'émergence d'une série de fonctionnalités nouvelles qui viennent s'insérer à différents niveaux de la participation politique traditionnelle (outil de mise en correspondance, organisateur géographique de l'information, forums virtuels pour candidats). Pour la même élection de 2007, chacun des cas propose une lecture différente du territoire et de ses échelles. Les exemples proposés ici montrent que l'on est d'abord confronté à une très grande hétérogénéité des pratiques et des procédures participatives plutôt qu'à des débats ou des contenus fondamentalement nouveaux sur différentes formes de démocratie (participative, directe ou représentative). L'ubiquité et l'instantanéité que ces dispositifs favorisent ne pré-déterminent pas des contenus politiques précis. Mais quand ces mêmes dispositifs permettent de franchir des seuils quantitatifs significatifs, ils peuvent peser sur les conditions de la participation démocratique traditionnelle (cf. l'exemple Smartvote). Plus encore, à travers les trois exemples saisis dans un contexte de campagne électorale, le rapport des citoyens à la décision ne change naturellement pas, alors que leur accès à l'information ou au débat, lui, s'élargit manifestement selon des conditions qui varient toutefois en fonction des ressources (les compétences ?) de l'individu. A partir de ces usages des TIC appliqués à la vie politique, on devrait ainsi s'interroger si cette procéduralisation croissante des pratiques participatives ne découle pas de processus plus généraux de dualisation de l'espace politique qui ferait coexister d'anciennes et de nouvelles formes de politisation ? Des travaux devraient également vérifier empiriquement si le rapport des candidats à l'opinion

publique se transforme à travers les usages des TIC dans des contextes de campagne électorale ?

Le questionnement centré sur l'effet de sens induit par la multiplication de formes de participation hétérogènes et différenciées qui, chacune, recompose et légitime un espace de la participation, devient une composante critique du paysage participatif en construction. Alors que de nombreux travaux abordent la manière dont la participation locale bénéficie de l'usage des TIC (Boure et Loiseau 2003), il reste à mieux comprendre comment de nouvelles échelles de la participation peuvent émerger et s'hybrider avec des échelles de la représentation politique traditionnelle. Le prolongement de cette interrogation conduirait à étudier longitudinalement de quelles manières l'offre politique impulsée par l'usage des TIC pourrait se reconfigurer/se diversifier dans cet espace ouvert, pluriel, flexible et multi-scalaire de la participation électronique dont les contours, les ancrages territoriaux et les effets demeurent toutefois encore incertains et particulièrement évolutifs. Enfin, un tel agenda de recherche pourrait également s'intéresser à la mesure dans laquelle l'usage des TIC serait susceptible de modifier les préférences politiques des acteurs qui les utilisent ?

Références

- BACQUÉ, M.-H., REY H. et SINTOMER Y. (dir.). 2005. *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*. Paris : La Découverte.
- BACQUE, M.-H., SINTOMER Y. (dir.). 2011. *La démocratie participative inachevée. Histoire et généalogie*. Paris : La Découverte.
- BERTHOUD, G. et al. (dir.). 2000. *La « société de l'information » : Une idée confuse ?*. Université de Lausanne, Institut d'anthropologie et de sociologie.
- BLONDIAUX, L. et SINTOMER Y. 2002. « L'impératif délibératif ». *Politix* 57 : 17-35.
- BLONDIAUX, L. 2008. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Paris : Seuil.
- BOURE R. et LOISEAU G. (eds). 2003. « Démocratie locale et Internet ». *Sciences de la société* 60.
- CALLON, M. 1999. « Des différentes formes de démocratie technique ». *Les cahiers de la sécurité intérieure* 38 : 35-52.
- CARDON, D. 2010. *La démocratie Internet: Promesses et limites*. Paris: Seuil.
- CASSESE, S. et WRIGHT V. (dir.) 1996. *La recomposition de l'Etat en Europe*. Paris : La Découverte.
- COMPAINE, B. M. (ed.). 2001. *The Digital Divide: Facing a Crisis or Creating A Myth?*. Cambridge, MA : MIT Press.
- CROUZET, T. 2007. *Le cinquième pouvoir. Comment internet bouleverse la politique*. Paris : Bourin Éditeur.
- DAVIES, W. 2004. « Proxicommunication ICT and the Local Public Realm », Rapport iSociety. Londres. The Work Foundation.
- EUROPEAN COUNCIL. 1994. *Europe and the global information society*, Bangemann report recommendations to the European Council.

- EUROPEAN COUNCIL. 2002. *Vers une Europe de la connaissance. L'Union européenne et la société de l'information*. Octobre.
- FAURE, A., LERESCHE J.-Ph., MULLER P. et al. (dir.) 2007. *Action publique et changements d'échelles. Les nouvelles focales du politique*. Paris : L'Harmattan.
- FAURE, A., GLASSEY O. et LERESCHE J.-Ph. 2010. « Démocratie participative et démocratie différentielle ». *Pôle sud* 32 : 11-23.
- FIVAZ, J. et SCHWARZ D. 2007. « Nailing the pudding to the wall : E-democracy as Catalyst for transparency and accountability ». Contribution présentée à l'International Conference on Direct Democracy in Latin America, 14-15 mars 2007. Buenos Aires.
- GLASSEY, O. 1999. « Le "social shaping" des technologies de l'information en régions périphériques » In *Les systèmes d'innovation et leurs acteurs* edited by Rossel P., Glassey O., Nemeti F., Maillat D., 127-152. EDES/IRER-Université de Neuchâtel.
- GLASSEY, O. 2006. « Les villes virtuelles sont-elles durables ? Les modes de participation à l'épreuve de la proxicomunication ». *Urbia, Les Cahiers du développement urbain durable* 3 : 127-141.
- GRAHAM, S. et MARVIN S. 1996. *Telecommunications and the City: Electronic Spaces, Urban Places*. New York: Routledge.
- GROSSMAN, E. et SAURUGGER S. 2006. « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie », *Revue française de science politique* 56 (2) : 299-321.
- HOLMES, D. (ed.) 1997. *Virtual politics, identity and community in cyberspace*, Londres : Sage.
- JÆGER, B. 2000. « Copenhagen Base - Information sur la Municipalité », In *Villes virtuelles : entre communauté et cité. Analyse de cas*, edited by van Bastelaer B., Henin, L., Lobet-Maris Cl., 49-75. Paris: L'Harmattan.
- JOUVE, B. et LEFÈVRE C. 2005. « Métropoles confisquées : élites économiques et grands élus aux commandes ». In *Enjeux du développement urbain durable*, sous la direction de Da Cunha A., Knoepfel P., Leresche J.-Ph. et al., 405-424. Lausanne : PPUR.
- KIES R. et H.-P. KRIESI. 2004. « Pre-Voting Sphere and Internet Voting : Possible Impact of I-Voting on Pre-Electoral Opinion Formation ». In *The European Union and E-voting*, edited by Trechsel A. and Mendez F. New York: Routledge.
- KOMITO, L. 2005. « E-participation and Governance : Widening the net », *Electronic journal of e-Government* 3 (1): 39-48.
- LARDELLIER, P. 2004. *Le Cœur Net. Célibat et amour sur le Web*. Paris : Belin.
- LE GALES, P. 2003. *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*. Paris : Presses de Science Po.
- LERESCHE, J-P. et AUDÉTAT M. 2006. « Introduction : les multiples visages de la participation dans le développement urbain durable ». *Urbia, Les Cahiers du développement urbain durable* 3 : 3-8.
- LEV-ON, A. et MANIN, B. 2006. « Internet: la main invisible de la délibération », *Esprit*. Mai: 195-212.
- LIESHOUT, M. J. van. 2001. « Configuring the digital city of Amsterdam - Social learning in experimentation ». *New Media & Society*. 3 (1): 27-52.

- MACIEL, C. et GARCIA, B.A.C. 2007. « Design and metrics of a “democratic citizenship community” in support of Deliberative Decision –Making ». In *Electronic Government, 6th EGOV conference*, edited by Wimmer M., Scholl J., Grönlund A. Berlin: Springer.
- MONNOYER, Smith L. 2007. « Le débat public en ligne : une ouverture des espaces et des acteurs de la délibération ? » In *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, edited by Revel M. et al., 155-166. Paris : La Découverte.
- MOROZOV, E. 2011. *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*. New York : Public Affairs.
- NÉGRIER, E. 2005. *La question métropolitaine. Les politiques à l'épreuve du changement d'échelle territoriale*. Grenoble : PUG.
- O'REILLY, T. 2005. What Is Web 2.0. Design Patterns and Business Models for the Next Generation of Software,
<http://www.oreillynet.com/pub/a/oreilly/tim/news/2005/09/30/what-is-web-20.html>
- PAPADOPOULOS, Y. 1998. *Démocratie directe*. Paris: Economica.
- PAPADOPOULOS, Y. et WARIN, Ph. (eds.) 2007. « Innovative, Participatory, and Deliberative Procedures in Policy-Making. Democratic and Effective? », *European Journal of Political Research* 46.
- RAFAELI, S. 1986. « The electronic bulletin board: A computer driven mass medium », *Computers and the Social Sciences*, 2(3): 123-136.
- RENTON, A. et MACINTOSH, A. 2007. « Computer Supported Argument Maps as a Policy Memory », *The Information Society Journal*, 23(2).
- RHEINGOLD, H. 1993. *The virtual community: Homesteading on the electronic frontier*. New York: HarperPerennial.
- ROSANVALLON, P. 2006. *La Contre-démocratie, essai sur la société de défiance*. Paris : Seuil.
- TRECHSEL, A.H., MENDEZ F. et KIES R., 2003. « Remote voting via the Internet? The canton of Geneva pilot-project », In *Secure Electronic Voting*, edited by Gritzalis D., 181-194. Norwell, MA: Kluwer Academic Publishers.
- VALENDUC, G. 2005. *La technologie, un jeu de société: au-delà du déterminisme technologique et du constructivisme social*. Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia.
- VAN BASTELAER B., HENIN L. et LOBET-MARIS C. (eds). 2000. *Villes virtuelles : entre communauté et cité. Analyse de cas*. Paris : L'Harmattan.
- VEDEL, T. 2000. « L'Internet et les villes : trois approches de la citoyenneté », *Hermès* 26-27 : 247-262.
- VEDEL, T. 2001. « Les Politiques locales d'Internet : enjeux, stratégies, questions ». In *NTIC et territoires*, edited by Vodoz L., 397-422 Lausanne : PPUR.
- VOUAT, B. 2005. « A propos de la démocratie directe. L'expérience helvétique ». In *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, sous la direction de Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y., 197-216. Paris : La Découverte.
- WALGRAVE, S. et al. 2006. « Do the vote test. Electoral effects of a vote advice application at the 2004 Belgian election ». Contribution présentée à l'ECPR joint workshop session. Avril. Nicosie.
- WELLMAN B. et HAYTHORNTHTWAITE C. (eds). 2002. *The Internet in Everyday Life*. Oxford, UK: Blackwells.

-
- WELLMAN B. et HAMPTON K. 1999. « Netville On-line and Off-line: Observing and Surveying a Wired Suburb ». *American Behavioral Scientist* 3 (43): 475-492.
- WILHELM, A.G. 2000. *Democracy in the digital age, Challenges to political life in cyberspace*. New York: Routledge.
- WILLIAMS, C. et GULATI G.J. (2007), « Social Networks in Political Campaigns: Facebook and the 2006 midterm elections ». Papier présenté à l'Annual Meeting of the American Political Science Association. août-septembre. Chicago.
- WIMMER, M. 2007. « Ontology for an e-participation virtual resource centre ». Paper presented at the 1st International Conference on Theory and Practice of Electronic Governance. Macao. 10th-13th December.